

Note AA : Macron a gagé nos comptes épargne !

écrit par Gilles La Carbona | 30 avril 2024



La fausse bonne nouvelle vient de tomber, la note de la France reste en AA. L'illusion de la stabilité budgétaire et d'une maîtrise des finances publiques se maintient. Forte de cet encouragement, la macronie va pavoiser d'optimisme, on ne devrait pas tarder à entendre sur les ondes des radios de propagande le satisfecit gouvernemental se répandre comme

une traînée de poudre.

Ainsi s'éloigne sans doute le spectre d'une motion de censure qui aurait fait chuter Attal, le débat pour le pouvoir est clos. Sauf si les oppositions se penchent sur le pourquoi de cette soudaine et improbable mansuétude.

Selon France Info et des économistes dignes de ce nom, cette bonté est le fruit d'une tractation qui ne devrait pas plaire à tout le monde. Les agences et les financiers internationaux ont depuis longtemps identifié la France comme une réserve monétaire, un eldorado colossal qui ne demande qu'à être ponctionné. **La France est le premier pays d'Europe dont l'épargne représente trois fois le montant de la dette, hors immobilier.** La moitié des fonds est détenu par la Caisse des Dépôts et Consignations. Les agences ont sournoisement marchandé la note avec Macron qui ne s'est pas fait prier pour se coucher et brader notre patrimoine. **Il a tout simplement donné l'assurance qu'en cas de pépin il puiserait allègrement dans les caisses de la CDC.** Il n'y a donc pas à s'inquiéter, le message est clair, rien ne sera fait pour réduire le train de vie de l'État, les dons par milliards à l'Ukraine et à d'autres, la générosité de Macron envers le monde entier peut se poursuivre sans entrave, puisque la solution finale sera de vider l'épargne des Français pour le bien commun et la nécessité de sauver la nation en péril.

Notre président a tout simplement gagé nos bas de laine, le fruit de longues années de privations, pour satisfaire à sa mégalomanie de dépenser toujours plus, sous la croyance très socialiste que l'argent coule à flots, qu'il est facile à trouver surtout quand on le prend dans la poche des autres. Tout est savamment orchestré pour que nous arrivions à cette extrémité.

Il n'y a pas de hasard et en maintenant le double A à la France, les agences ne font qu'encourager Macron dans la

voie de la banqueroute. C'est en réalité ce qu'elles veulent. Notre cher président applique les directives de ses amis banquiers. Les oppositions vont-elles se satisfaire de ce jeu de dupe et laisser le chéquier à Macron et son gouvernement, ou exigeront-elles un budget rectificatif et au besoin feront tomber Attal ? Rien n'est moins certain, mais les Français sont d'ores et déjà prévenus, la prochaine étape dont on parle depuis quelques semaines dans nos colonnes, et ailleurs également, est en marche. **Une fois que l'épargne aura été volée, il ne restera plus qu'à s'attaquer à l'immobilier,** ce qui devrait être facile puisque nos ressources ayant été siphonnées en amont nous n'auront plus les moyens de payer des taxes supplémentaires, des obligations de mises aux normes sous le prétexte écologique. Les charges qui pèseront sur nos biens immobiliers seront telles qu'il ne sera plus possible de les garder. Il ne demeurera qu'une solution, vendre.

Nous n'aurons plus rien, et nous serons heureux ! Alléluia ! Nos parlementaires vont-ils céder à cette facilité, et nous mettre en péril à ce point, ou ont-ils toujours une once de bravoure pour refuser cette magouille et faire tomber ce gouvernement et peut être même Macron dans la foulée ? Le 9 juin pourrait donner des ailes à certains et en réveiller d'autres. Entre ceux qui auront gagné et ceux qui constateront amers, une sévère dégringolade due essentiellement à la mollesse de leurs actions, voire à leur absence totale d'opposition, il y aura matière à se poser les bonnes questions quant à la poursuite d'un soutien inconditionnel à Macron. Mais tous devraient se mettre en tête que le vol de l'épargne ne sera pardonné à aucun, qu'il n'y aura pas d'excuses adossées à une fatalité factice, et le : « il n'y avait rien d'autre à faire » ne passera pas. Cette fois la colère et l'exaspération pourraient se transformer en autre chose qu'une pacifique contestation ou manifestation.

Quel sera l'alibi avancé pour faire avaler cette énième trahison ? Le retour dans les circonscriptions sera sous haute surveillance. Certains d'ores et déjà forts de cette information ne manqueront pas de demander des comptes sur la suite qu'ils comptent donner à cette nouvelle forfaiture faite sur et dans le dos des Français. Si Macron pensait que l'affaire budgétaire était enterrée grâce à ce tour de magie, il s'est trompé. Nous n'aurons de cesse de rappeler aux parlementaires cette odieuse tractation et leur responsabilité induite s'ils ne dégagent pas Attal et ses promesses indignes. Il y a eu beaucoup trop de renoncements, à chaque fois, la « paix sociale », en fait le bouchon sur la cocotte minute, a été préservée parce que la majorité avait quelque chose à perdre. Spoliés de nos épargnes, donc de ce qui constituait nos sécurités, nous arriverons au stade ultime où le matériel ne représentera plus cette sûreté à laquelle nous restions sagement attachés. **Une fois dépossédé, désacralisé, l'argent ne sera plus LA valeur qui a permis de maintenir la stabilité du système en l'état. C'est à ce moment-là que la bascule vers une radicalisation se fera, emportant tout sur son chemin.** Il est encore temps de préserver ce qui peut l'être, mais pour cela il faut en finir avec la macronie. Il n'est pas certain que nos représentants mesurent l'importance de la tragédie qui pointe et pourtant ce n'est pas faute de les prévenir.

<https://rassemblementdupuplefrançais.com.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire